

Sylvie Barnezet, déléguée générale de l'Institut de la concertation et de la participation citoyenne et rédactrice en cheffe de *démocraties*

(Re)nouer la confiance démocratique



Crise de confiance #1

2

Recul de la confiance
dans les institutions, la
politique et la
démocratie, mais aussi
la science et tout ce qui
est porteur de pouvoir

Des productions et des
circuits d'informations
parallèles

Des mobilisations et
des conflits, notamment
sur les grands projets
impactant
l'environnement

Des visions de
l'évolution de la société
différentes qui ne se
croisent pas /
éclatement de la société

Crise de confiance #2

3

La démocratie s'érode par en bas, mais aussi par en haut ; elle s'érode également par ceux qui sont censés en être les garants

Cette crise de confiance dans la démocratie représentative ou dans la démocratie électorale, ne signifie pas pour autant rejet des valeurs démocratiques

La fracture

4

Le sentiment que le politique est incapable de comprendre ce que vivent les gens, incapable d'apporter des solutions

Alors que l'espace national et ses acteurs apparaissent divisant et diviseurs, **le seul espace de réconciliation se construit autour du local**, d'une sociabilité proche, de partage de micro-événements du quotidien et d'acteurs de proximité.

**Le macro divise,
le micro rassemble**

Les niveaux les plus élevés de défiance se trouvent parmi les catégories les plus précarisées, les plus vulnérables, celles qui ont vraiment le sentiment d'avoir été abandonnées

Dans le classement des acteurs qui rassemblent les Français, les quatre premiers sont :

- **Les associations et clubs sportifs**
- **Les PME**
- **Les élus locaux**
- **Les services publics**

La fracture sociale

Les personnes
éloignées, des
quartiers
populaires,
notamment,
voient les
politiques comme
coupés de la
réalité, non
représentatifs et
n'écoulant pas

Ils soutiennent
des réformes
comme le casier
judiciaire vierge,
la révocation des
élus, ou le
référendum
d'initiative
citoyenne

Avec des
aspirations à des
espaces de
transformations
sociale,
démocratique
et politique

Le boomerang démocratique

La transition
environnementale
patine, voire recule

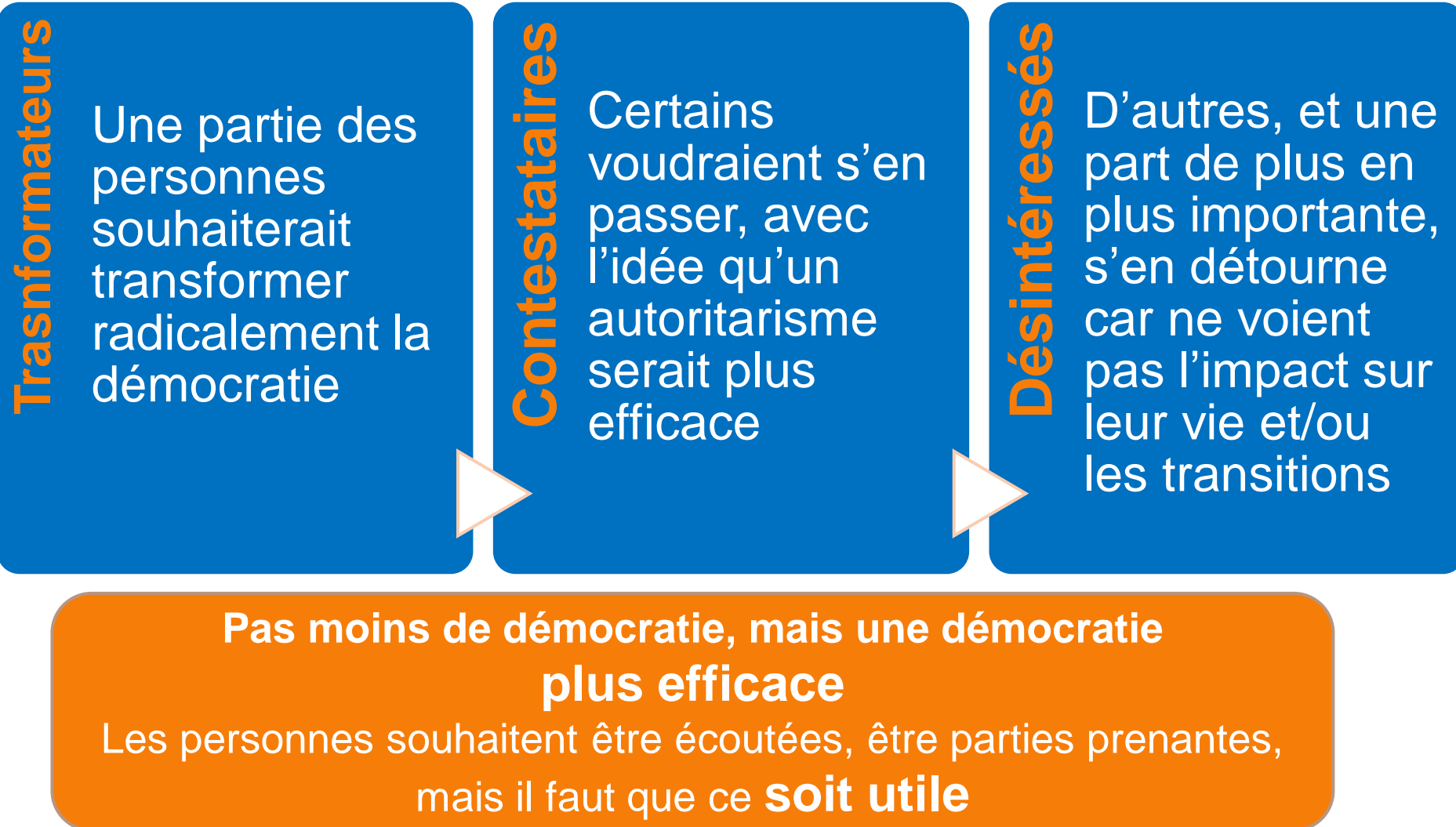
On a oublié la question
démocratique et donc
politique du sujet avec
une porte d'entrée
scientifique et technique

Nous sommes des
animaux émotionnels,
relationnels et
expérientiels

La question
démocratique nous
revient comme une sorte
de boomerang

Face au système démocratique

7



La boîte noire de la décision

8

Rejet des
décisions
prises
« d'en
haut »

Inefficacité
des
décisions
car non
comprises et
partagées

Nécessité
d'implication
dans les
décisions

Pour une
acceptabilité
des
décisions
plus
partagées

2 voies pour transformer la relation aux décisions

Transformer radicalement les institutions (ex Référendum d'initiative citoyenne, mais aussi la question du tirage au sort ou de la révocation des élus..)

Transformer de l'intérieur les organisations en les ouvrant, en les rendant plus transparentes et en changeant les modes pyramidaux

La démocratie participative et délibérative

Des demandes et des engagements

Les gens souhaitent donner leur point de vue (ex cahiers de doléances...), mais il doit servir à quelque chose : ils sont en demande **de transparence, de considération, de sincérité, traçabilité des expressions, retours, engagements, décisions..**

Les formes d'engagements évoluent : en tant que consommateur, travailleur, citoyen, militant.. Parfois un engagement très individuel, en relation avec ses proches : **tension entre désengagement vis-à-vis des institutions et essor d'un engagement autonome, informel, communautaire ou ponctuel.**

Les pratiques collectives sont marquées par le foisonnement d'initiatives et les approches hybrides, mais aussi par la pesanteur de certains processus et parfois le **découragement des acteurs**

Le dernier kilomètre

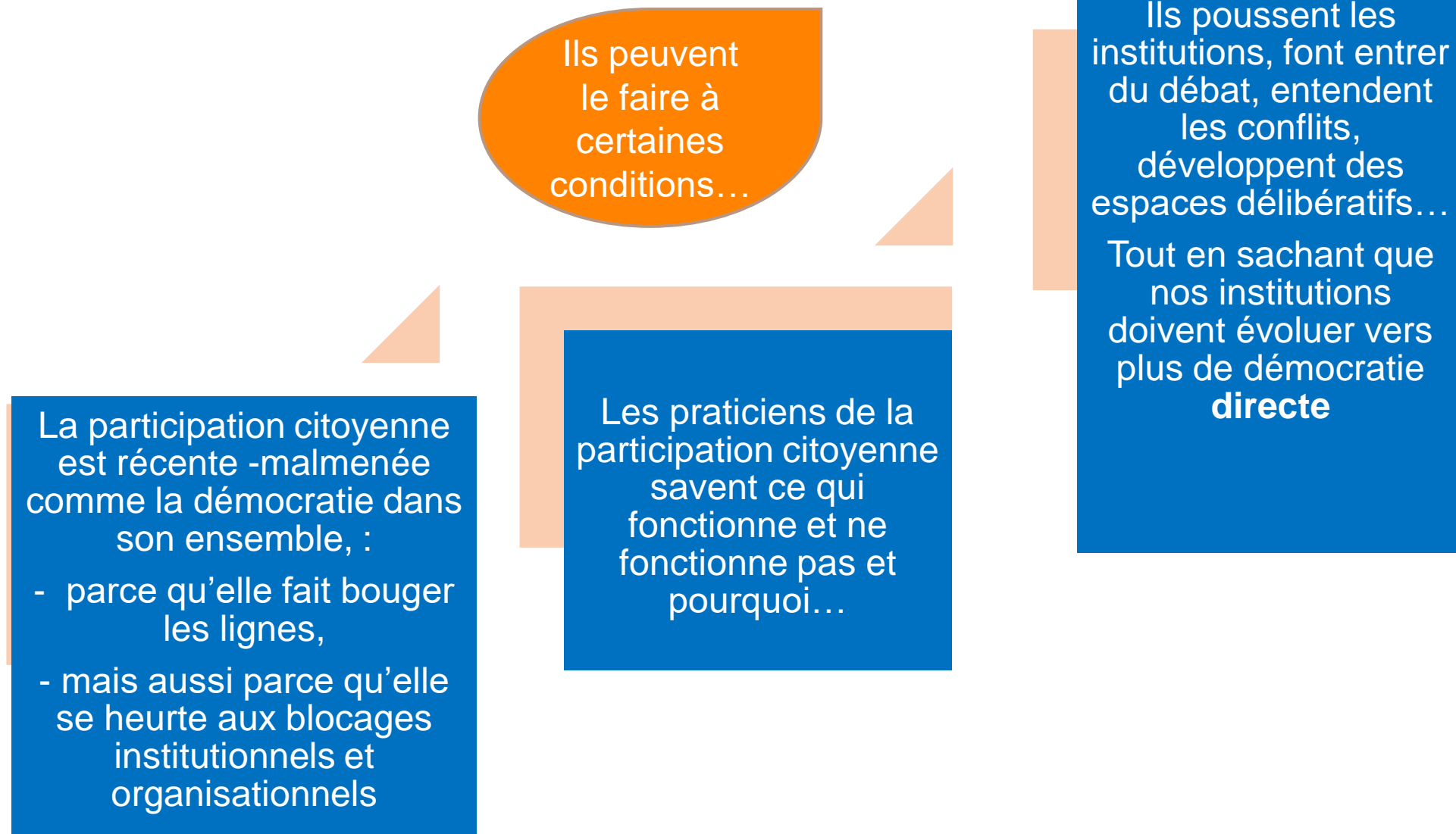
Des associations, des collectifs, des formes d'engagements très divers

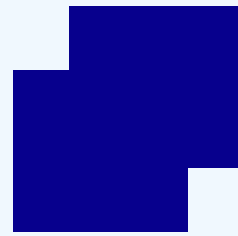
Mais comment faire en sorte que le politique se nourrisse de cette énergie ?

Il manque des mécanismes, une forme de **tuyauterie démocratique** entre les dynamiques citoyennes et les institutions. C'est « **le dernier kilomètre** » : celui qui relie les propositions issues de la société à leur concrétisation politique.

La participation citoyenne comme levier de confiance

12





Questions aux participants



Les défis de la participation citoyenne

Chantier mené par l'ICPC : « Ambition pour la participation pour 2026 [et après] »

Constats et enjeux

La pratique de la participation citoyenne se construit depuis bientôt 25 ans en France.

Elle a connu des avancées importantes (à travers différentes lois)

Emergence de professionnel.les dans les institutions.

La démocratie participative s'est installée dans le paysage politico-administratif avec différentes formes de démocraties, qui coexistent, selon les échelles et les volontés politiques.

De plus en plus de Français ont été en et sont en présence de dispositifs de participation qui s'enrichissent et s'emboîtent.

Alors que les élections municipales de 2014 et 2020 se sont fortement focalisées sur la place des citoyens et la participation citoyenne comme moteur d'innovation démocratique, inquiétudes de la part des praticien.nes, d'un risque de retour en arrière et de balayage, voire de rejet de la participation citoyenne...

Nous avons la conviction que des graines de transformations ont été posées, ont germé et qu'il s'agit aujourd'hui d'aller plus loin pour renforcer la place des citoyens dans notre démocratie, notamment au niveau local.

C'est l'occasion du prochain mandat local à partir de 2026.

Les défis : avec qui ?

Le défi de vivre ensemble sur un territoire

Les objectifs de la participation sont-ils de mieux vivre ensemble sur un territoire ? Si oui, comment articuler les différentes façons de vivre et visions ? Comment s'assurer que la participation répond à cet objectif ? Comment embarquer des citoyen.nes dans un travail prospectif ? Et finalement, qu'est-ce que bien vivre ensemble sur un territoire, quels en sont les indicateurs ?

Le défi de la participation des habitant.es des quartiers populaires

Faire en sorte que les habitant.es quartiers populaires puissent réellement participer. Comment les mobiliser, les entendre, leur proposer des espaces d'expressions adaptés ? Comment atténuer de possibles violences symboliques au sein des instances participatives ? Comment valoriser leurs engagements (indemnisation, reconnaissance des compétences et des formes d'engagements...).

Le défi de l'intégration du vivant non-humain

Il s'agit de reconnaître et légitimer la parole des non-humains dans des démarches participatives : la place de l'eau, des oiseaux, des arbres.... Pour penser autrement la transition et la biodiversité. Travailler ainsi les conflits d'usages. De façon plus large, construire une participation qui allie sciences, sensibilités et intègre la parole des générations futures.

Les défis : comment?

Le défi de donner envie

Pour dépasser ceux et celles qui viennent classiquement dans les espaces participatifs, il faut donner envie : proposer des sujets plus ambitieux ; avec des résultats plus probants, plus impactants ...

Dans une société où la question de l'engagement évolue fortement, les espaces participatifs doivent être attractifs., voire fun...

Le défi du "care" [prendre soin]

A quelles conditions les espaces participatifs sont-ils des espaces d'un "véritable" dialogue basé sur la compréhension de l'autre ? Prendre soin des participant.es, faire en sorte que ces espaces soient respectueux de toute la diversité. Faut-il parfois réserver des espaces pour mieux se comprendre ?

Le défi de l'accueil du conflit

Accueillir et intégrer la conflictualité dans des espaces participatifs, dans l'institution. Poser collectivement le cadre d'un débat constructif.

Travailler avec des collectifs qui se positionnent contre ou "à côté".

Faut-il un tiers garant ou un médiateur sur certaines démarches ?

Le défi de l'hybridation démocratique

Construire une véritable politique participative indiquant un fil conducteur et construisant une "architecture" de la participation.

L'hybridation entre démarches et approches, mêlant différentes démocraties (délibérative, du faire, d'interpellation...), est certainement une solution pour répondre aux demandes des citoyens

Les défis : Les conditions #1

Le défi de la transparence et de l'information

Construire une information de qualité, identifier les sources, assurer une transparence des données (la question de l'*open data*).
Echanger sur la qualité de l'information, partir de l'information des gens ?
Travailler sur els fake news.

Communiquer sur le processus, l'information entrante et sortante ; sur ce qui se passe dans les espaces participatifs ; valoriser les productions issues des espaces de participation.

Le défi du lien à la décision et de la reddition des comptes

Faire en sorte que les expressions citoyennes aient plus d'impact sur la décision publique. Montrer, tracer le lien dans les organisations.
S'assurer/tenir cet engagement. Développer des méthodes et outils pour rendre compte concrètement. Et assurer le suivi -participatif des engagements.

Le défi de la transformation de l'administration

Comment l'institution peut-elle entendre les expressions et interpellations non construites (individuelles, pas dans les canaux classiques, marginales...) ? Comment organiser le circuit de la parole des usagers et des citoyens au sein de l'administration ? Comment accompagner les services et montrer les évolutions au sein des services ? Qu'est-ce que la participation change dans l'institution ? Quelles en sont les conditions ?

Les défis : Les conditions #2

Le défi de la reconnaissance de l'engagement

Comment faire en sorte que les compétences acquises lors d'un processus participatif soient reconnues ? Faut-il rémunérer, indemniser les participant.es (quand, pourquoi) ? Peut-on réfléchir à des formations, ou des "parcours d'engagement", retraçant l'investissement des participant.e.s ? Est-ce que l'idée d'un "statut du participant" vous paraît une piste intéressante ?

Le défi de la garantie

Faut-il mettre en place un "tiers garant" pour chaque démarche ou pour certaines ? La garantie tierce est-elle une condition de la confiance ? Quel peut-être le rôle de la personne ou de la structure garante dans le bon déroulé ou l'évaluation du dispositif ? À quel point cette personne tierce peut-elle participer aux débats ? Quels sont les critères d'un "bon" garant ? Comment le trouver ?

Le défi de l'évaluation

Comment évalue-t-on la participation du point de vue de toutes et tous ? Comment construire des indicateurs partagés ? Et quels indicateurs ? Comment mener une évaluation participative des processus participatifs ? Comment évaluer les impacts à court, moyen et long terme ? Quelle est la place de chacun.ne dans l'évaluation ?

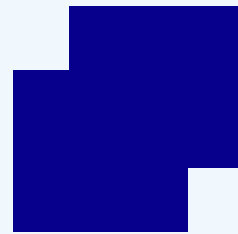
Les points à retenir

Les personnes
veulent être écoutées
et souhaitent que leur
parole soit utile

Il faut prendre le
risque de faire entrer
du débat, des paroles
et expressions
diverses, du conflit...

Il faut faire bouger
l'institution, chacun.e
à son niveau =
compétences, culture,
expérimentations

Le lien à la décision
est essentiel



**Merci de votre écoute, je reste à
votre disposition pour échanger**